

Universités de Poitiers et Limoges (CRIHAM EA 4270)
École française de Rome
Académie de France à Rome (Villa Médicis)

Ruines politiques

Colloque international
Rome 25 et 26 février 2016
Poitiers 21 octobre 2016

*L'empereur et les ruines dans le monde romain :
la reconstruction au service de l'âge d'or
(Ier siècle av. J.-C. – IVe siècle ap. J.-C.)*

Après la Seconde Guerre mondiale, certaines ruines furent conservées pour garder la mémoire des atrocités commises pendant la guerre, comme l'église du souvenir à Berlin, le dôme de Genbaku à Hiroshima ou le village d'Oradour-sur-Glane. Il s'agit là d'une conception moderne des ruines. Un tel comportement n'est attesté qu'une fois dans le monde antique : après les destructions commises à Athènes pendant les Guerres médiques en 480 av. J.-C., les Athéniens auraient décidé de ne pas rebâtir les temples et de laisser leurs ruines comme monument de l'impiété perse. Cette pratique, en revanche, ne se rencontre jamais dans le monde romain. Dans le discours que Tite-Live prête au dictateur Camille, après le sac de Rome par les Gaulois en 390 av. J.-C., ce dernier appelle ses concitoyens, tentés de quitter la Ville, à ne pas abandonner les ruines, à reconstruire toute la cité et à restaurer chaque temple à son emplacement précis. À l'époque où écrit Tite-Live, l'empereur Auguste s'est en effet engagé dans une politique de restauration des temples de Rome et, partout dans l'empire, d'effacement des traces de destruction issues des guerres civiles. Si les ruines apparaissent dans la poésie augustéenne (surtout chez Virgile, Properce et Ovide), ce sont toujours celles des cités vaincues par Rome, en Italie ou en Grèce : elles symbolisent le changement de la Fortune et chantent, par contraste, la gloire de Rome et de son empereur.

De manière générale, dans le monde romain pacifié de l'époque impériale, les ruines sont toujours refusées. Après un séisme, la vue des ruines de la ville détruite est censée déclencher les larmes de l'empereur, du moins du bon empereur, qui verse ensuite des subsides pour la reconstruction. L'émotion face aux ruines est alors un bon indice de l'attention que le souverain accorde aux souffrances de la population. Et dans chaque cité, les bâtiments publics abîmés par le temps doivent aussi être restaurés, aux frais de la cité ou par un bienfaiteur, comme l'attestent de nombreuses inscriptions. Au IVe siècle ap. J.-C., les empereurs interdisent même aux gouverneurs toute construction nouvelle tant que les ouvrages en ruines n'auront pas été remis en état.

On étudiera la manière dont ce discours de refus des ruines est diffusé. Il apparaît certes dans les lois qui émanent du pouvoir central, mais c'est surtout sous la plume des panégyristes et des rhéteurs qu'est fait explicitement un lien entre la disparition des ruines et la fonction impériale, de même que, localement, certaines inscriptions écrites par les notables des cités associent les restaurations des édifices publics et la félicité du règne présent. Il faudra aussi se demander si cette idéologie est présente de manière continue. De fait, un tel discours apparaît surtout dans des périodes de rétablissement après une crise, comme sous Auguste ou, à la fin du IIIe siècle, lorsque Dioclétien instaure la Tétrarchie, mais pas uniquement. La lutte contre les ruines est permanente : dans une civilisation qui se conçoit comme fondamentalement urbaine, les ruines donnent l'image d'une cité mal gérée et vont à l'encontre de l'idée, qui se diffuse à l'époque impériale, d'une éternité de Rome et de son empire. La thématique de la restauration est également réactivée à certains moments, par des empereurs qui souhaitent marquer la rupture avec un passé immédiat de troubles et permettre le retour de l'âge d'or.

*L'utilisation du passé chez les évêques Arias et Pèlage d'Oviedo
(Espagne, XIe-XIIe siècles) :
Ruines, reliques et objets somptueux*

Le diocèse d'Oviedo fut fondé au tournant du IXe siècle, dans la ville qui fut le siège de la monarchie asturienne à partir du roi Alphonse II (ca. 760-842). Au fur et à mesure que la reconquête avançait, la ville diminuait son importance stratégique au profit des nouveaux centres de pouvoir : León d'abord, Burgos et Tolède plus tard. Oviedo, malgré son passé royal, avait de plus en plus de mal à attirer la protection des rois. En outre, à cause de l'avance chrétienne, on regagna quelques anciens sièges épiscopaux de fondation romaine ou wisigothique. La reconquête de Braga (1070-1071) et Tolède (1085) menaçait l'indépendance d'Oviedo, car ces diocèses, désireux de récupérer leurs droits, étaient beaucoup plus anciens qu'Oviedo.

Par suite de ces circonstances, à partir de la fin du XIe siècle, les évêques d'Oviedo commencèrent à développer une politique de propagande ayant pour but la préservation de l'indépendance du siège et en même temps la transformation de l'ancienne capitale du royaume en pôle de pèlerinage. Pour arriver à ces buts, les évêques utilisèrent les anciens trésors de la cathédrale, y compris les reliques, ainsi que quelques ruines romaines situées à proximité d'Oviedo. L'ensemble matériel fut resitué dans un nouveau contexte historique-léendaire.

Arias Cromaz (1069-1093) commença par mettre en valeur les reliques conservées à la cathédrale, pas trop importantes par ailleurs. Il profita de ses relations à la cour pour organiser « l'Ouverture de l'*Arca Santa* », une solennelle cérémonie qui eut lieu devant Alphonse VI, la famille royale et l'aristocratie la plus proche du roi en 1075. Parmi les éléments miraculeux de la narration de l'événement, il est possible de reconstruire à peu près la réalité des faits : on ramena quelques reliques conservées à la cathédrale, selon le récit provenant de Tolède et arrivées à Oviedo fuyant l'invasion islamique, pour les introduire dans une grande boîte. Le roi offrit les plaques d'argent pour la revêtir. C'est ainsi qu'on configura un grand reliquaire, placé dans le centre d'un pôle de pèlerinage qui voulait faire concurrence à Saint-Jacques de Compostelle.

Suite à la démarche conçue par Arias, l'évêque Pélage (1089-1153) bâtit un complexe ensemble en partant de l'*Arca Santa*, de deux *cruces gemmatae* offertes par les rois Alphonse II (ca. 760-842) et Alphonse III (ca. 852-910) à l'église du Saint-Sauveur, et de l'ancienne ville de *Lucus Asturum*, dont les ruines pouvaient encore être vues au XIIe siècle. L'évêque resitua ces objets et ces lieux dans de nouveaux contextes historiques et légendaires développés dans deux œuvres rédigées au *scriptorium* d'Oviedo : un somptueux cartulaire (le *Liber testamentorum ecclesiae ouetensis*) et une composition historique (le *Corpus pelagianum*). Il réussit à créer et fixer un argumentaire selon lequel un ancien siège épiscopal de fondation vandale, *Lucus Asturum*, avait été plus tard déplacé à Oviedo, centre d'un réseau royal et dépôt des reliques qui protégeaient le Royaume. Pélage forgea une complexe histoire de translation pour expliquer l'arrivée des reliques à Oviedo, en même temps qu'il changea la signification des anciennes *cruces gemmatae* en les insérant dans des créations légendaires. La plus ancienne devint un *acheiropieton*, la plus importante relique de la cathédrale à partir de ce moment. La seconde, l'enseigne du prince Pélage (m. 737) à la bataille de Covadonga.

Clémence REVEST,
CNRS - Centre Roland Mousnier

*Monumentaliser le « réveil » des lettres latines aux débuts de l'humanisme :
autour de la polémique déclenchée par la destruction d'une statue de Virgile à Mantoue
(fin du XIV^e s.)*

[...] une haine totale naît quand on lit ainsi cette chose étonnante : « Carlo Malatesta, après avoir vaincu et mis en fuite ses ennemis à Mantoue, renversa, pour triompher aussi des poètes dont il est un ennemi acharné, une statue qui se tenait là depuis plusieurs siècles en l'honneur de Virgile ». Ô indigne forfait, ô crime odieux en tout temps ! (Pier Paolo Vergerio, 1934)

Lorsqu'à la fin de l'été 1397, le condottière Carlo Malatesta ordonna la destruction d'une statue de Virgile dans la ville de Mantoue tout juste conquise, il s'attira aussitôt les foudres épistolaires de l'humaniste Pier Paolo Vergerio. Deux autres lettrés, dont le chancelier de Florence Coluccio Salutati, dénoncèrent à leur tour, dans les mois qui suivirent, un « sacrilège » perpétré contre le prince de la poésie latine. L'épisode fit grand bruit et demeura vivace dans l'historiographie de l'époque moderne, tandis que la lettre de Vergerio, mieux connue sous le titre *De diruta statua Virgilii*, connaissait une notable fortune littéraire. C'est que la polémique mettait en lumière des enjeux qui dépassaient de loin l'anecdote de l'humiliation symbolique infligée aux vaincus, pour donner lieu, sous la plume des humanistes, à une réflexion fondamentale autour de la mémoire des poètes (et plus largement des grands auteurs antiques) et de la nécessité politique d'en préserver les traces. Les lettres relatives à l'événement peuvent en ce sens être mises en perspective de l'essor conjoint d'une représentation glorieuse de l'histoire de la culture latine en train de renaître (socle de la pensée de l'humanisme sur lui-même) et d'une exaltation polymorphe de la mémoire des grands hommes de l'Antiquité comme « aiguillons de vertu ». Ces principes sous-tendirent en particulier une puissante idéologie de préservation du patrimoine (c'est-à-dire, littéralement, de l'héritage des pères) qui désignait comme ses supports principaux les livres et les monuments du passé, à défendre d'une intolérable corruption.

Ainsi la destruction de la statue de Virgile ne renvoyait-elle pas tant, dans un tel contexte, à un élément central de la propagande civique (ce à quoi se référait la statue à l'origine) qu'à l'impératif de sauvegarde d'une mémoire visuelle qui participait de la « renaissance de l'Antiquité ». En creux se dessine la figure du mauvais prince, destructeur et hostile aux *studia humanitatis*, tout autant que celle du bon mécène, gardien de la mémoire – à l'image d'Isabelle d'Este qui eut le projet en 1499 de faire remplacer l'œuvre détruite. Notre contribution aura donc pour ambition principale de faire ressortir, à partir de cette polémique, les rapports nouveaux entre histoire de la culture, reliques du passé et idéologie politique que le développement de l'humanisme contribua à mettre en place sur la longue durée.

Angela QUATTROCCHI
Chercheuse en restauration
Università di Reggio Calabria - DARTE

*“Ce qui reste de Rome” :
les ruines comme reliques politiques des États Pontificaux*

La ruine a acquis, jusqu'à la seconde moitié du XVI^e siècle, des significations évocatrices liées à l'idée de Rome.

A Rome, entre les sixième et dixième siècles, l'état d'abandon et de décadence est tel qu'il est encore difficile d'y percevoir un établissement urbain : « les processus de déformation ont prévalu sur ceux de la formation ». Cette discontinuité des siècles crée ce qu'on appelle un univers « désuet ». La transposition de ce concept à la réalité matérielle des ruines, vues comme « objets désuets », fait comprendre comment, marquées par la discontinuité, elles se prêtent à perdre la fonction d'origine de l'objet-ruine, devenant ainsi le soutien matériel de nouvelles significations. Ces significations n'ont rien à voir avec la réalité des fonctions originelles parce qu'elles suivent les besoins spirituels et les fonctions matérielles d'une nouvelle période. Ces utilisations peuvent être diverses et parfois contradictoires. Ainsi la ruine peut être détruite pour utiliser la matière dont elle est composée ou conservée pour en faire un support d'autres symboles et significations.

L'acquisition de ruines politiques et culturelles de Rome nous fait comprendre les présupposés idéologiques qui favorisent l'institution du Commissariat des Antiquités des États Pontificaux en 1534, aboli seulement en 1860. Le long processus spéculatif, qui a mené à l'acquisition consciente de valeur ajoutée attribuée à la ruine, fut reflété dans les institutions lorsque le rétablissement physique de la Rome antique a été lu par l'Église comme la récupération et l'acquisition, au profit de la papauté, du mythe de l'Empire romain. La perception très particulière de ce patrimoine ancien fit considérer sa préservation comme une finalité secondaire, l'objectif principal étant la défense et la transmission de la doctrine. Une dichotomie apparente a ainsi toujours existé dans le domaine de l'antiquité, faisant coexister la conservation et la destruction. « Une histoire du point de vue des ruines de Rome elles-mêmes est l'histoire de la destruction, de la perte et des pillages ». La ruine acquit une « valeur d'utilité », une « valeur d'échange » et son « emploi exhibitif conservateur ». À ce titre, la ruine est et a toujours été une ressource économique de première importance pour la ville et, comme une source de revenus, son exploitation a été massive et stable.

Dino MENGOZZI
Professeur d'histoire contemporaine
Università di Urbino

*La beauté des ruines et l'essor de la conscience nationale italienne.
Du Grand Tour au vol de la Gioconda*

La question des ruines sera examinée sous un angle historique, politique, esthétique. Les ruines témoignent pour les jeunes romantiques engagés qui participent au Grand Tour le charme du temps passé et la beauté du paysage antique. Ils s'en éprennent au point de les reproduire jusque dans l'architecture de leurs maisons (Ruskin).

Mais les ruines italiennes témoignent aux voyageurs la "douce nonchalance" de la grandeur passée de l'Italie. L'Italie dont la propre décadence a débuté avec la fin de sa liberté politique. Selon Sismondi, le *finis Italiae* aurait commencé en 1530, avec la chute de la République florentine au temps de l'invasion de Charles VIII.

La conscience nationale italienne est née par réaction à ce contexte historique et politique. Les ruines témoignent, pour les jeunes passionnés de l'esprit patriotique, de la grandeur antique, qui peut être regagnée en construisant la nation italienne. Les appels faits pour la redécouverte des vertus viriles durant la Restauration sont associés à la défense des ruines, perçues comme des témoignages de la grandeur passée, mais aussi comme le fruit des dévastations perpétrées par les envahisseurs. Selon Ugo Foscolo la maison de Pétrarque avait été laissée à l'abandon par les Autrichiens, dans le but de faire disparaître avec celle-ci la mémoire de ce grand italien.

Aux ruines antiques correspondaient, durant la Restauration, les ruines qui étaient le fruit de l'ère napoléonienne : les spoliations commises par l'armée de Napoléon Bonaparte avaient consisté à "exiler les dieux", en retirant aux Italiens la primauté de la beauté artistique pour construire le Louvre.

La question centrale de Rome tout au long du Risorgimento italien réside dans sa valeur de "ville- ruine", lieu glorieux pour ses vertus guerrières et ses reliques sacrées sur laquelle insuffler une vie nouvelle.

Toutefois, la conquête de l'unité nationale et de sa capitale, ne traduisait pas, à court terme, une opportunité pour faire des ruines et de la beauté historique et environnementale un outil pour la "construction" des Italiens. Au contraire, au nom du marché libre, les ruines antiques, qui comptaient désormais dans la catégorie plus élargie des "biens culturels", devaient en plus de l'insidieuse oeuvre du temps faire face à la pernicieuse et rapide avidité des marchands d'art et à l'utopie du renouvellement urbanistique.

D'un côté, les marchands et les antiquaires américains ou anglais accumulaient les oeuvres d'art ; de l'autre l'utopie de l'hygiène et l'urbanisation sauvage soutenue par la nouvelle classe dirigeante post- risorgimentale transformaient en poussière les ruines antiques devenues trop encombrantes pour les moyens de transports modernes.

Restait en suspens une revendication de longue date à l'encontre du Louvres, qui n'avait pas été apaisée par les restitutions faites à l'époque de Canova.

Un virage fut amorcé au début du vingtième siècle avec l'approbation de la loi de 1902 sur la "Conservation des monuments et des objets d'antiquités et d'art", renforcée par l'approbation de la loi de 1909 sur les antiquités et les beaux-arts, d'après laquelle les ruines devenaient des objets de fouille et de conservation.

L'obscur revendication à l'égard du Louvre eut par contre une issue spectaculaire. En 1913 un ouvrier en peinture chargé des travaux dans le musée subtilisait la Joconde, pour "la redonner" aux italiens et remédier ainsi au prétendu "vol" de Napoléon.

Pour la génération du Risorgimento, les ruines coïncidaient avec le patrimoine historique et sacré de la nation. Quand Aurelio Saffi mourut, en 1890, ses camarades déposèrent sur la sépulture du tribun de la République romaine de 1849, en signe de sacralité, quelques morceaux de ruine de la Rome antique.

Giosue Carducci, poète de l'Italie du Risorgimento, magnifiait les ruines antiques en signe de dénonciation morale contre la nouvelle classe dirigeante de l'Italie sous le règne d'Humbert 1er de Savoie, prête à faire commerce de tout. Pour une telle gauche radicale, les ruines deviennent "des reliques patrimoniales", "des morceaux de la patrie", témoins de la grandeur passée et symboles pour le renouveau intérieur et moral du peuple italien. Pour la nouvelle génération des artistes d'avant-garde, par contre, transformer l'Italie en un musée pour les touristes signifiait endormir le génie national. Les futuristes appuyèrent même l'idée qu'il fallait être prêts à céder le Colysée, dans le but d'amener les Italiens vers un nouvel élan créatif, qui pût redonner au Pays la primauté de son "génie" artistique et créatif.

Éric HASSLER
PRAG - Histoire moderne
Université de Strasbourg

*Fabriquer le caractère ancestral du pouvoir seigneurial :
la conservation des vestiges médiévaux lors de la baroquisation des résidences seigneuriales
dans les pays héréditaires de la maison d'Autriche, fin XVII^e-début XVIII^e siècle*

Les études d'histoire de l'art sur le baroque en Europe centrale, lorsqu'elles se sont penchées sur les formes baroques des résidences nobiliaires d'Europe centrale, ont généralement éludé un aspect pourtant significatif de l'architecture castrale de ces contrées : la conservation et l'intégration de vestiges médiévaux dans les programmes de baroquisation menées par de grandes familles aristocratiques de la monarchie des Habsbourg. Loin d'être fortuite, la présence hautement visible de ces vestiges médiévaux rompt l'équilibre et la symétrie des bâtiments et met à mal l'esthétique baroque que l'on supposerait sous-tendre la rénovation, voire la reconstruction de bâtiments qui offrent en conséquence un aspect singulier. Il ne peut donc s'agir d'une maladresse architecturale ou d'une conséquence de problèmes financiers, mais bien de la volonté délibérée du commanditaire d'intégrer ces éléments anciens dans du moderne, au mépris d'une esthétique moderne globale.

En s'appuyant principalement sur deux exemples, les châteaux de Vranov (Moravie) et de Prugg (Basse-Autriche), cette proposition de contribution à la réflexion sur les « reliques politiques » ambitionne d'étudier ce phénomène particulier de conservation de vestiges, ici des donjons dont la forme évoque inmanquablement le pouvoir seigneurial. Ces vestiges peuvent s'apparenter à des reliques politiques dans le sens où ils matérialisent l'ancienneté, voire le caractère immémorial du pouvoir seigneurial des familles Althann (Vranov) et Harrach (Prugg) et offrent un surcroît de légitimité dans un espace politique hautement fragmenté dans lequel les attributions du pouvoir seigneurial demeurent réelles. Ces reliques historiques et architecturales contribuent donc à légitimer l'exercice du pouvoir seigneurial par ces grandes familles, relais incontournable de l'autorité impériale dans les provinces. Elles érigent aussi la résidence seigneuriale en conservatoire des valeurs politiques et dynastiques de ces familles, au même titre que les salles des ancêtres auxquelles elles sont fréquemment associées, en matérialisant les liens étroits entre la famille et son pouvoir politique. Ces reliques s'insèrent alors dans le discours historique fréquemment développé à partir des années 1620 par les familles anciennes des états provinciaux des différentes composantes du patrimoine de la maison d'Autriche en réaction à l'arrivée de nouvelles familles à la faveur du contexte politique et confessionnel ou de l'administratisation croissante de l'État habsbourgeois.

Ces reliques sont toutefois historiquement détournées dans la mesure où les familles qui les utilisent n'en sont pas les productrices initiales. En effet, ni les Harrach, ni les Althann n'ont construit ces donjons. Ils se les réapproprient cependant au mépris d'une quelconque réalité historique. Cette réécriture de l'histoire politique de la monarchie à leur profit n'est pas isolée mais correspond à un mouvement massif de rachat, par des grandes familles de la monarchie, de ruines médiévales.

Ces développements s'appuieront essentiellement sur une production iconographique (vues, plans d'architectes, élévations), croisée avec des correspondances des commanditaires (OeStA, AVA FA Harrach) et des cycles iconographiques présentés dans les salles des ancêtres de ces demeures.

Roger BAURY
Maître de conférences en histoire contemporaine
Université Charles de Gaulle – Lille3

*Les châteaux en ruine, entre antagonismes mémoriels et passions politiques
de la fin de l'Ancien Régime à nos jours*

Si les ruines castrales ne représentent qu'une partie de toutes celles dont les siècles ont jonché la terre de France, elles partagent avec celles des églises et des abbayes la particularité d'avoir cristallisé de vives passions politiques et sociales. La faute en incombe largement à la Révolution, mais cela tient aussi au fait que, de tout temps, le château a constitué, de par sa nature de lieu de pouvoir, « l'une des figures les plus chargées de rêves, de fantasmes et d'obsessions qui hantent l'imaginaire collectif » (A. JOUANNA). Or, l'imaginaire du château ne saurait être le même selon qu'on le regarde du dedans ou de dehors, et il en va de même de sa ruine, quand bien même ses anciens maîtres ont été contraints de la quitter de fort longue date. Dès avant la fin de l'Ancien Régime, les ruines castrales ont inspiré des sentiments divergents de part et d'autre de la barrière d'ordres : nostalgie d'une grandeur féodale passée pour maints représentants de la noblesse, promesse du renversement du pouvoir seigneurial abhorré pour les moins bien nés, tels l'abbé Delille et Bernardin de Saint-Pierre.

Le choc de la « guerre aux châteaux » – quand bien même la Révolution en a peut-être moins détruit que Richelieu et Louis XIV – a puissamment marqué les imaginaires du peuple et de la noblesse, et créé une ligne de fracture durable entre les défenseurs des ruines castrales (descendants des bâtisseurs nobles, « antiquaires » et romantiques), tous plus ou moins suspects de sympathies contre-révolutionnaires, et héritiers de la Révolution, qui, à l'instar de Pierre Larousse et d'Eugène Le Roy, ont récusé pour « ces débris du passé le culte que leur a voué l'Angleterre », au nom d'un devoir de mémoire républicain. La question de leur préservation a longtemps constitué un enjeu politique sensible, comme en témoigne une passe d'armes à l'Assemblée Nationale, entre Jacques Duclos et Jacques Chirac, en 1970. Les acquisitions de ces ruines politiquement sulfureuses par des collectivités territoriales de tout bord marquent donc un dépassonnement du débat et, par-delà l'interrogation sur les motivations des élus, posent la question du rapport entre consumérisme touristique et contenu idéologique de la mémoire collective.

Bruno BETHOUART
Professeur d'histoire contemporaine
Université du Littoral – Côte d'Opale

*Les remparts urbains :
de la destruction à la valorisation des ruines dans la France du Nord
à l'époque contemporaine.*

Au cours du XIX^e siècle, pour de bonnes ou moins bonnes raisons, les municipalités décident dans un nombre conséquent de villes de demander le démantèlement de leur enceinte fortifiée quand elle subsiste encore. La nécessité d'ouvrir la ville prisonnière de ces murailles est l'argument le plus utilisé de la part des édiles avec le soutien fréquent des artisans et commerçants locaux. D'autres municipalités sont à la recherche d'espaces libérés pour favoriser la construction d'habitations ou améliorer la circulation au sein de cet urbanisme médiéval souvent trop concentré. Après de longues négociations avec les pouvoirs publics, avec les ministères concernés, ils obtiennent satisfaction comme à Hesdin, Saint-Omer, Aire-sur-la-Lys notamment et procèdent alors au démantèlement de leurs « vieux murs » et se lancent ensuite dans une politique de développement urbain.

Dans d'autres communes telles que Montreuil-sur-Mer ou Le Quesnoy, les murailles sont l'objet d'un débat souvent intense entre les édiles toujours soutenus par les « forces vives » et les défenseurs du patrimoine, de l'histoire locale. Ceux-ci, à titre individuel ou en tant que responsables d'associations locales, départementales ou nationales vouées à la protection des « monuments historiques », s'opposent à ces volontés destructrices au nom du respect de l'identité de la ville, de son cachet voire de son « génie propre ».

Cette communication a pour objet d'étudier les types d'argumentaires des principaux protagonistes d'une part, les moyens utilisés d'autre part pour aboutir à des résultats totalement contraires. Seront ensuite proposés un bilan actuel de la politique de préservation ou non des ruines de ces remparts ainsi que les profits et difficultés rencontrés par les édiles actuels dans les villes ayant conservé leur enceinte dans leur intégrité totale ou partielle.

Hugues MARQUIS
PRAG – docteur en histoire
Université de Poitiers (ESPE – CRIHAM EA 4270)

De l'usage politique des ruines dans les guerres de la Révolution

Quel que soit le contexte et les formes que prend la guerre, les opérations militaires se traduisent toujours par des dégâts matériels qui affectent les constructions civiles ou militaires, les villes ou les villages. Pendant les guerres qui se déroulent à l'intérieur et aux frontières de la République entre 1792 et 1795, ces « ruines » sont fréquemment convoquées dans un discours politique émanant principalement de la Convention (des députés à la tribune ou des représentants en mission aux armées). Que ce soit pour exalter la résistance héroïque des citoyens et des garnisons pour la défense de la Liberté dans les villes assiégées (Lille en 1792, Valenciennes en 1793), pour punir, pour effrayer, marquer les esprits des ennemis extérieurs ou intérieurs, pour témoigner à la postérité de leurs crimes (Lyon, Toulon ou la Vendée, en 1793), les ruines, conséquence de la guerre, sont instrumentalisées dans le discours et dans les actes, exploitées par la propagande révolutionnaire. Dans un discours qui se radicalise avec la guerre, les ruines deviennent synonyme de destruction ou d'expiation, mais aussi de reconstruction ou de régénération. De fait, dans un affrontement qui est d'abord idéologique, la contre-révolution s'approprie la notion pour dénoncer les excès de la période. Ainsi, les ruines causées par la politique de terreur sont-elles présentes aussi dans le discours de la réaction sous le Directoire et le Consulat, dans l'émigration et sous la Restauration.

Cette communication se propose de resituer les ruines dans le contexte des guerres conduites par la Convention, d'en identifier les références dans le discours révolutionnaire et contre-révolutionnaire, afin d'en analyser la portée politique.

Gilles MALANDAIN

Maître de conférences en histoire contemporaine

Université de Poitiers (CRIHAM EA 4270)

Que reste-t-il de la bataille? Vestiges et monuments de Waterloo

On se propose de revenir sur le processus de constitution du champ de bataille de Waterloo en lieu de mémoire multinational au cours du XIX^e siècle. Si les visiteurs affluent dès l'été 1815 sur les lieux de la défaite française, c'est au printemps 1914 qu'une loi belge sanctuarise officiellement le champ de bataille. Entre ces deux dates, la question n'a cessé de se poser de ce qui devait soutenir la commémoration d'une bataille immédiatement reconnue comme décisive dans l'histoire de l'Europe. D'un côté, des vestiges forcément peu nombreux et bien fragiles, sauf à les « inventer » pour les besoins du tourisme, de l'autre des monuments tentant de symboliser l'événement dans l'espace même de son déroulement, du lion néerlandais de 1826, très controversé, aux monuments français de la Belle Époque. Finalement, c'est bien le champ de bataille lui-même, cette « morne plaine » où sont inhumés les soldats tués au combat, qui fait figure de « ruine » fascinante, lieu d'émotion et de méditation, qu'il convient en fin de compte de préserver pour lui-même, selon une logique que la première guerre mondiale confirmera rapidement.

Éric FOURNIER

Maître de conférences en histoire contemporaine

Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne – CH19

Paris et la Commune de 1871 : les ruines et les brèches révolutionnaires

La Commune de 1871 et ses ruines aussi imprévisibles qu'éphémères, produits des incendies de la Semaine sanglante, soulignent comment la ruine peut servir le retour à l'ordre. Contempler des béances du tissu urbain transformées en ruines par une culture érudite accélère la sortie du temps de la guerre civile – en s'immergeant paradoxalement dans les décombres. Ces parcours de promenade restaurent les coupes sociales mises à mal par l'insurrection, tant les ruines distinguent ceux qui savent les reconnaître. Elles légitiment aussi la violence de la répression car seuls des barbares ont pu incendier Paris. Elles sont donc suffisamment édifiantes pour que l'on envisage en 1871 de laisser en l'état les emblématiques ruines de l'Hôtel de ville, comme un avertissement aux générations futures.

Cependant considérer que les usages politiques des ruines sont exclusivement conservateurs est une évidence qui doit être interrogée. Les révolutionnaires du XIX^e siècle peuvent-ils être également sensibles aux ruines ? Cette question est tout sauf incongrue : Dès 1791, Les Ruines de Volney, ne construisent-elles pas des horizons émancipateurs repérables à travers les brèches de monuments détruits ? En 1871, la destruction de la colonne Vendôme, forme monumentale d'iconoclasme politique, n'est-elle pas une ruine souveraine, fondatrice d'une rupture révolutionnaire ?

La Commune, forte de ses destructions assumées qui sont autant de processus de ruines, est donc un moment privilégié pour confronter les temps de la « poétique des ruines » à ceux des brèches révolutionnaires : la lente patine à la soudaineté ; le pittoresque fugitif ou le sublime presque immobile du beau vestige au temps de la révolution, accéléré ou suspendu ; la mémoire des ruines aux horizons révolutionnaires enfin.

Cette communication se propose d'interroger les usages politiques des ruines pendant un épisode révolutionnaire, une de ces « brèches » dans le temps ordinaire.

Jean-Noël GRANDHOMME
Professeur d'histoire contemporaine
Université de Lorraine

*"Ici fut Fleury". Les villages détruits de la Première Guerre mondiale :
utilisations politique et pédagogique (1918-2016)*

A l'issue de la Première Guerre mondiale, des débats passionnés ont lieu à propos du sort à réserver aux ruines, notamment les plus emblématiques : la cathédrale de Reims, la grand place d'Arras, la petite ville martyre de Nomeny (Meurthe-et-Moselle). Si certains veulent que la vie reprenne ses droits le plus vite possible, d'autres entendent laisser ces lieux en l'état, afin de stigmatiser pour l'éternité "la barbarie allemande". Les autorités décident finalement de reconstruire ces zones urbaines, tout en attirant sur leur histoire l'attention des contemporains et des générations à venir par des plaques et des monuments.

Dans les campagnes, les choix sont différents selon les endroits. Certains villages sont reconstruits, d'autres non.

Dans cette communication nous nous attacherons tout particulièrement au département de la Meuse, où six communes fantômes, rasées par les combats de la bataille de Verdun, continuent d'avoir une existence administrative, à l'origine "pour ne pas laisser le dernier mot au Boche". Trois autres ne sont qu'en partie reconstruites.

Leurs ruines, souvent modestes - sauf à Ornes -, sont entretenues par l'État et par des associations, aujourd'hui dans une optique mémorielle et non plus politique.

Les plus emblématiques sont celles de Fleury-devant-Douaumont, prises et reprises de nombreuses fois au cours de la bataille.

L'emplacement de ce village disparu fait partie du circuit classique de la visite des hauts lieux de Verdun. Le visiteur y trouve une signalétique et y croise des monuments ajoutés parfois récemment : chapelle Notre-Dame de la Paix, monument en hommage à des officiers fusillés.

Lorsque l'association "Ceux de Verdun" et les anciens combattants menés par l'écrivain Maurice Genevoix ont décidé de la construction d'un Mémorial, plus de cinquante ans après la fin de la Guerre (1967), ce sont les abords des ruines de Fleury qu'ils ont choisis. Depuis 2013 les travaux de rénovation de la zone ont donné lieu à plusieurs découvertes, notamment de cadavres de soldats.

Autrefois étendard du patriotisme français, les ruines de Fleury sont aujourd'hui un témoignage du tragique de la "guerre civile européenne" de 1914-1918 et de la réconciliation des peuples français et allemand. L'étude de la mutation de ce symbole n'est pas le moindre intérêt de cette étude

Salvatore SETTIS
Scuola Normale Superiore di Pisa

La città storica : un modello in rovina

« La ville est en ruine. » Dans la mémoire culturelle de l'Europe, ces mots très simples ont un pouvoir étrange. Ils peuvent avoir parfois un sens littéral (narratif ou descriptif), par exemple dans le contexte des tremblements de terre ou dans celui des chroniques des guerres et des révoltes en Libye, en Irak ou en Syrie ; mais ils peuvent avoir en même temps, et ils l'ont très souvent, une forte puissance métaphorique, qui s'étend dans au moins deux directions complémentaires. Parfois, l'image de la ville en ruine incarne et reflète la fin d'une culture qui cède la place à une autre culture (typiquement, la fin du paganisme gréco-romain, qui cède au christianisme l'espace culturel européen), parfois il s'agit plutôt de la décadence morale et politique d'une société. Dans une époque comme la nôtre, qui est, hélas, trop riche en ruines au pied de la lettre, générées par la violence de guerres « extérieures » et de conflits internes, ces deux significations métaphoriques des ruines ont trouvé une nouvelle citoyenneté, un nouvel espace symbolique, de nouveaux moyens de représentation : la seconde (*la décadence des mœurs*) étant en rapport avec la crise perpétuelle des valeurs, mais aussi des démocraties et des systèmes représentatifs, autour de laquelle s'exerce notre labeur quotidien pour comprendre la réalité qui nous entoure, tandis que la première (*le déclin ou recul d'une culture*) est à voir sans doute comme un reflet de la transition, loin d'être achevée, d'une conception eurocentrique à un horizon multiculturel qui nous apparaît nécessaire.

Salvatore SETTIS, extrait de « La ville est en ruine », dans Salvatore Settis, Monica Preti, *Villes en ruine. Images, mémoires, métamorphoses*, Paris, Hazan, 2015

Emmanuelle DANCHIN
Docteure en histoire contemporaine
SIRICE (UMR 8138)

***Conserver la mémoire de la guerre ou effacer ses traces ?
Le débat en France de la préservation des ruines de guerre (1915-1921)***

Dès 1915, la question de la préservation des ruines de la guerre commença à être débattue. En France. Elle fit l'objet de discussions et de propositions dans la presse, mais aussi au sein des administrations en charge du patrimoine. La volonté de garder en l'état les ruines, en tous cas celles des monuments artistiques, sembla à ce moment de la guerre faire l'unanimité. Les discussions autour du champ de bataille comme lieu d'accueil des futurs pèlerinages se posèrent au même moment.

Il s'agira dans cette communication de revenir dans un premier temps sur les discussions qui eurent lieu tout au long de la Première Guerre mondiale à propos de la conservation des vestiges et d'éléments détruits. La question de la préservation ou non des monuments en ruines souleva en effet des débats contradictoires, certains proposant de conserver en l'état les édifices ayant souffert de la guerre, d'autres, au contraire, de les réparer ou de les reconstruire dans leur état ante bellum.

Le débat sur la conservation des ruines se posa certes avant tout pour les monuments d'art et les édifices civils, mais les propositions de conservation englobèrent aussi bien des communes entières dévastées ou des quartiers ruinés, que des blockhaus, des tranchées ou des ouvrages fortifiés. Une liste d'éléments à préserver fut peu à peu constituée et une documentation photographique fut en parallèle rassemblée.

Dans un second temps, il s'agira de voir comment, à partir de 1917, avec le recul allemand et la libération de certains territoires, le travail législatif s'accéléra et relança la réflexion sur la valorisation du champ de bataille et des vestiges de guerre. Puis, comment, avec le retour des réfugiés qui rentraient dans des secteurs bien souvent dangereux et marqués par la guerre et à cause des impératifs liés à la reprise de la vie économique, ces projets cédèrent peu à peu la place à des impératifs purement pratiques, humains et financiers.

*Monumentaliser la Grande Guerre Patriotique :
De l'usage politique des ruines en Russie à l'exemple de Schlisselbourg.*

Les problématiques mémorielles sont au cœur du processus de reconstruction identitaire dans la Russie post-soviétique (Korine Amacher et Wladimir Berelowitch, 2014). « Puissance en quête d'elle-même » (Sergueï Stankevitch, 1992) , le pays chercha en effet au lendemain de la chute de l'URSS des repères renouvelés, tantôt puisés dans des représentations d'un passé glorifié, tantôt fondés sur des valeurs résolument nouvelles. La Grande Guerre Patriotique, symbole de souffrance et de traumatisme collectif, mais aussi de fierté et de victoire, est en ce sens aujourd'hui érigée comme un événement fondateur de l'identité russe. Cette revalorisation du passé est désormais omniprésente et tend à investir matériellement l'espace public.

La forteresse de Schlisselbourg, datée du XIV^e siècle, fut très sévèrement détruite durant la Seconde Guerre Mondiale. L'église, située en son centre, demeure encore aujourd'hui à l'état de ruine, et ce malgré plusieurs programmes de reconstruction engagés depuis 1966 (Anne Kropotkine, 2006). Un monument commémoratif en l'honneur des défenseurs de la forteresse durant la guerre fut érigé dans les années 1990 au cœur même de ces ruines. Cette communication entend dès lors mettre en perspective combien ces ruines et leur mise en scène témoignent des logiques mémorielles et identitaires dans la Russie contemporaine.

Ce « monument message » (Aloïs Riegl, 1903) composé de quatre pièces imposantes, figuratives et abstraites, disposées autour, au centre et dans ces ruines, confère à ces dernières une dimension politique certaine ainsi qu'une portée éminemment symbolique. En effet, ce monument « historicise » instantanément ces ruines, érigées comme « lieu de mémoire » (Pierre Nora, 1984) de la Grande Guerre Patriotique, poussant ainsi à l'extrême l'expression de Gérard Wajcman : « avoir un lieu, c'est avoir eu lieu » (Gérard Wajcman, 1998).

La puissance évocatrice des ruines est ici maîtrisée et exploitée de façon consciente. Reflet de la destruction, métaphore visuelle de la plaie encore ouverte, elles illustrent indéniablement le monument. Dès lors, les ruines font partie intégrante du monument. Bien plus, elles deviennent monument. Au-delà d'une mise en scène de ces ruines, on assiste ici clairement à leur véritable monumentalisation au sens patrimonial, culturel mais aussi architectural du terme.

Symboles de l'effondrement passé, ces monument-ruines ou ruines monumentales cristallisent le relèvement présent de la Russie. La tension entre passé et présent, inhérente aux ruines, est ainsi tout à fait exacerbée. C'est pourquoi elles sont entretenues et rénovées soigneusement, le ciment blanc venant combler les traces de l'érosion laissée dans les briques rouges : métaphore du recouvrement hypermnésique (Georges Nivat, 2007) des tâches d'ombre de l'histoire soviétique.

Il s'agira ainsi d'analyser en quoi cette « réinvention » de la ruine entre dans des stratégies mémorielles affirmées et s'intègre parfaitement dans un processus narratif identitaire. En somme, d'étudier la fonction et la signification politique de ces ruines dans la Russie post-soviétique.

Chantal DHENNIN-LALART
Chercheuse associée
Université Charles de Gaulle – Lille3 (HLLI, ULCO)

Les blockhaus d'Illies

Le front occidental de la Grande Guerre est passé d'Ypres à Armentières, et de là il descendait vers Lens avant de poursuivre jusqu'à la Somme. Il a été très dévastateur. Lorsque les soldats allemands se sont retirés en octobre 1918, il n'y avait que trous de mines, barbelés, longues saignées parallèles des lignes des tranchées, décombres et routes défoncées. En apparence, un siècle après, en traversant l'endroit le plus marqué, à l'époque, dans son territoire, la « zone rouge » du Nord, on ne voit plus de traces de cette guerre sanglante.

Pourtant, des stigmates subsistent pour qui s'intéresse à la Première Guerre mondiale. D'abord, la quantité de cimetières militaires y est impressionnante ; en effet, à l'arrière des villages de cette bande étroite qui fut le champ de bataille, souvent, se trouvent nombre de cimetières allemands ou alliés, repérables aux arbres qui garnissent les enclosures des tombes. Ensuite les musées consacrés à la Grande Guerre y sont plus importants qu'ailleurs, tel celui de la bataille de Fromelles qui a été inauguré le 18 juillet 2014 ; il occupe symboliquement le centre de la petite commune qui a vu la perte de 5533 Australiens en un seul jour. Et enfin des blockhaus subsistent encore, incongrus sur des terres travaillées depuis plus d'un millénaire et que les sillons des tracteurs doivent contourner pour emblaver les champs. Ce sont ces blockhaus qui interrogent aujourd'hui. Restes allemands de la Première Guerre mondiale, ils sont éminemment une question politique.

Trois problématiques interrogent ce concept de ruines politiques, à propos des blockhaus : D'abord, pourquoi les blockhaus, témoins gênants de la Grande Guerre, sont-ils encore présents, cent ans après leur construction ? Ensuite, quelle a été l'évolution des représentations de ces blockhaus durant le XXe siècle, autrement dit sont-ils restés, tout au long de cette période, la représentation de l'Allemand fauteur de guerre ? Enfin, que signifie aujourd'hui l'expression « relique politique », relativement aux centaines de fortins bétonnés qui parsèment le territoire du sud-ouest lillois ?

L'objet blockhaus a par conséquent une histoire séculaire bien différente si on le considère durant la sortie de guerre ou dans le courant du XXe siècle ou encore si l'on regarde aujourd'hui le volet politique de la question. En 1920, il fallait détruire ces fortins vus comme des obstacles à la reconstruction et au redémarrage économique des zones touchées par la Grande Guerre. Durant les Trente Glorieuses, les blockhaus n'ont pas de visibilité : ni la presse, ni les historiens locaux ne s'y intéressent ; ils sont l'angle mort de la Première guerre mondiale. Le changement aurait pu survenir avec d'une part le décollage de Fromelles comme centre international de la mémoire locale et d'autre part les incitations de la Mission du Centenaire qui cherche à créer des chemins commémoratifs et à retrouver des récits militaires originaux ; mais les blockhaus ne se sont pas intégrés dans cette « politique de pèlerinage ». La mise à distance de l'Allemagne, de ses dirigeants politiques et militaires et de sa population a fait échouer les projets historico-touristiques dont l'objectif était de valoriser des sites tandis que outre-Rhin il est davantage question d'oublier et de faire oublier une guerre trop dévastatrice.

Finalement, les blockhaus-reliques disent que le processus d'acceptation de la Grande Guerre ne s'est pas effectué à égalité dans les deux anciens camps en dépit d'apparences très conviviales. Les sites mémoriels d'Illies sont les témoins de cet écart entre la réserve allemande et l'envie de célébrer des alliés d'autrefois. Les ambitions patrimoniales d'Illies resteront encore longtemps à l'état d'ébauche, au grand regret de la municipalité.

Stéphane MICHONNEAU
Professeur d'histoire contemporaine
Université Charles de Gaulle – Lille3

Belchite, un village-martyr pour la cause franquiste

Pendant la guerre d'Espagne, Belchite fut le lieu d'importants combats sur le front d'Aragon, entre septembre 1937 et mars 1938. À l'issue des conquêtes et reconquêtes successives, il ne restait qu'une partie réduite du bâti et le quart de la population avait disparu. En mars 1938, Franco visita les ruines et promit la reconstruction du village endommagé : deux mois plus tard, la décision fut prise d'en conserver les ruines et de transférer la population dans un nouveau village à quelques centaines de mètres en aval. Belchite devint ainsi le premier et le plus grand champ de ruine jamais conservé en Europe, quelques années avant que cette pratique de conservation ne s'étende aux pays belligérants de la Seconde Guerre mondiale (on songe à Oradour sur Glane, à Coventry, à Berlin, etc.). L'initiative doit être replacée dans le contexte de la réelle fascination que les ruines exercèrent sur le régime franquiste et qui se manifesta dans d'autres lieux d'Espagne. Belchite, épiscentre du culte des ruines, s'imposa alors comme le principal décor d'innombrables cérémonies politiques jusqu'au milieu des années 1960. Mais l'usage intensif des ruines du vieux village doit être également relié à l'entreprise de reconstruction du nouveau village, réalisé par le travail forcé d'un millier de prisonniers républicains. Ainsi, les deux villages fonctionnèrent comme en miroir pour légitimer la pérennité du régime franquiste.

Éric KOCHER-MARBOEUF

Maître de conférences en histoire contemporaine

Université de Poitiers (CRIHAM – EA 4270)

Les ruines du Troisième Reich

Le générique du célèbre documentaire de Frédéric Rossif *de Nuremberg à Nuremberg* de 1989 insiste sur le dynamitage par l'armée américaine de la svastika géante surplombant la tribune géante sur laquelle prenaient place les dignitaires du régime nazi et le Führer Adolf Hitler lors des revues et discours fleuves prononcés chaque début d'automne lors des Reichsparteitage, les journées annuelles du NSDAP, dans la médiévale cité bavaroise érigée au rang de ville-symbole du régime depuis le début des années 1930. Un a priori voudrait qu'entre les intenses bombardements aériens subis par les villes allemandes à partir de 1943 et les combats acharnés ayant opposé les soldats de l'Armée rouge aux derniers carrés de fidèles fanatiques du régime et les dernières cartouches du Volkssturm dans les ruines de Berlin, il ne soit pratiquement rien resté des monuments, bâtiments et ouvrages stratégiques bâtis par les architectes et ingénieurs du Troisième Reich, hormis pour le cas particulier des principales constructions des camps de concentration laissées en état pour témoigner de l'horreur du système de destruction humaine du régime par delà les générations (et dont certains bâtiments menacent de tomber en ruines). Pourtant, derrière cette impression d'évidence, une autre réalité plus complexe se dévoile, déjà observée par des soldats alliés des forces d'occupation en Allemagne au lendemain de la capitulation du régime. En effet, certains bâtiments officiels sont réhabilités assez rapidement pour permettre un redémarrage des administrations, de nombreuses réalisations architecturales sont simplement "dénazifiées" par le retrait ou le burinage des symboles trop voyants du régime, surtout de nombreux Blockhaus abritant des centres névralgiques de commandement sont seulement fermés voire simplement abandonnés et fournissent soixante-dix ans après la chute du régime des témoignages glaçants d'un monde que l'on pensait à jamais disparu et qui est parfois encore bien présent par ses ruines réelles ou symboliques.

Philippe AKAR
Chercheur associé
Anhima (UMR 8210),

*La construction des reliques par le texte :
la mention des lieux de la mémoire dans l'écriture de l'histoire de la République romaine.*

A partir de la seconde guerre punique (218-202), des auteurs latins écrivirent, principalement sous la forme d'annales et de recherches antiques, l'histoire de Rome depuis ses origines. Ces oeuvres ne nous sont connues que par des auteurs du début de l'Empire dont elles constituèrent les sources, essentiellement Denys d'Halicarnasse et Tite-Live. Ces derniers, comme leurs devanciers, relatèrent cette histoire essentiellement sous la forme d'une série de récits exemplaires. Or, ces auteurs signalent l'existence, à leur époque, de lieux qui avaient été le cadre de certains de ces récits exemplaires. Je propose pour cette communication d'effectuer une recension systématique des mentions de ces lieux chez Denys d'Halicarnasse et Tite-Live, afin d'expliquer quels étaient les rapports entre le texte de ces récits exemplaires et les lieux qu'ils étaient censés avoir eu pour cadre, c'est-à-dire de comprendre le processus par lequel ces lieux furent constitués en reliques d'un passé exemplaire.

En effet, la fixation par écrit de l'histoire, souvent à partir de traditions orales ou fragmentaires, intégrait ces lieux à un récit cohérent. Ce type de lieu, en tant que support matériel visible du récit, concourrait alors à en établir la véracité. Il devenait une relique, car il constituait un morceau du passé transmis sans media dans le présent, une preuve de la présence des ancêtres et de la continuité de l'histoire de Rome. Ces lieux, par leur existence même, ou par les traditions orales qui les investissaient de certaines significations, obligèrent les annalistes et les antiques de la fin de la République à les intégrer à leurs récits. Ainsi, on peut même émettre l'hypothèse que certains récits exemplaires furent élaborés pour expliquer l'existence de certains lieux : à titre d'exemple, la nécessité d'expliquer l'existence du temple de la Fortune des femmes, situé aux limites du territoire civique de Rome, aurait conduit les annalistes à raconter l'histoire de Coriolan telle que nous pouvons la lire chez les auteurs du début de l'Empire. D'autres récits avaient pour fonction de justifier la signification d'un lieu, et de prendre alors position dans un conflit politique. Ainsi, les deux récits contradictoires de la mort de Scipion l'Africain devait permettre d'expliquer la prétention de deux lieux distincts à avoir reçu sa dépouille mortelle, et d'être des lieux de la mémoire d'une des plus grandes familles de l'histoire de la République. Le texte construisait ainsi une mémoire de Rome à partir de celle des lieux dont il fallait expliquer la présence. Mais le lieu ne devenait une relique du passé exemplaire de Rome que parce qu'il était investi de signification, de valeurs particulières, par le texte, qui en faisait des reliques de la mémoire collective. La transformation d'un lieu en relique impliquait ainsi un ensemble d'interactions entre un lieu et un texte, voire un ensemble de textes, qui l'investissait de significations, de manière à intégrer sa présence physique dans une économie de la preuve.

Maer TAVEIRA
Doctorant en histoire de l'art et archéologie médiévales
EHES

*Entre ruines et légendes.
Usages, représentations et interprétations des ruines « arthuriennes »
dans une géographie politique médiévale.*

L'histoire du roi Arthur reste un mythe majeur du Moyen Age. Si l'histoire a atteint un succès gigantesque tout au long de la période au point de traverser les frontières des différents royaumes de l'époque – nous trouvons des références à l'univers arthurien partout en Europe de l'époque – c'est en Grande-Bretagne que l'histoire s'ancre de manière définitive. Cela s'explique par le fait que le roi Arthur, personnage tellement entouré de brume qu'aujourd'hui encore le débat sur son existence historique n'est pas toujours clos, aurait vécu dans l'île.

Certains historiens soutiennent la thèse que l'intérêt pour l'histoire du roi Arthur à partir du XIIe siècle, utilisant les bribes qui évoquaient un mystérieux personnage du VIe siècle, aurait été une stratégie politique pour compenser l'image de la politique insulaire face à la politique européenne continentale, surtout la française, qui avait en Charlemagne un ancêtre de poids. Dans cette démarche, qui constitue une (re) construction et une (re) lecture de l'histoire de l'île, des dispositifs historiographiques et littéraires ont été mobilisés pour raviver l'univers arthurien.

D'un côté, si l'ancrage de l'histoire ou du mythe arthurien dans l'île ainsi que son succès s'explique en grande partie par les usages qui en ont été fait tout au long de la période mais aussi au-delà du Moyen Age, d'un autre côté, qu'en est-il du rôle des ruines des sites associés à l'histoire arthurienne dans ce processus ? De quelle manière ces ruines ont-elles pu servir de support matériel, politique et mnésique dans un jeu d'investissement, justification et légitimation du pouvoir politique à travers la légende arthurienne à partir du XIIe siècle ?

Si l'origine de l'histoire arthurienne a été associée au nord de la Grande-Bretagne entre le nord de l'Angleterre et l'Ecosse, avec comme site emblématique le fort de Carlisle, à partir du XIIe siècle une délocalisation s'est produite vers le sud de l'Angleterre, jusqu'à arriver à certaines régions de la France. Dans ce déplacement, le rôle de certains sites en ruines semble avoir été essentiel pour l'instrumentalisation politique de la légende arthurienne. Comment expliquer l'intérêt pour les ruines du site de Tintagel, au point que l'on y construit un château au XIIIe siècle ? Quels sont les éléments (et/ou les intérêts) qui ont permis d'associer Camelot à Carlisle, dans le Cumbria, et au site du château de Cadbury dans le Somerset ? Comment les ruines ont été investies/interprétées selon une lecture du mythe du roi Arthur ?

Notre communication aura pour objectif celui d'essayer d'identifier les raisons qui expliqueraient une 'géographie arthurienne' à partir des ruines romaines existant en Grande-Bretagne au moment où l'histoire du roi Arthur est devenue thème majeur à partir du XIIe siècle. Pour cela nous analyserons également la perception médiévale des ruines existantes dans l'île et les artifices qui ont permis de les associer aux sites évoqués dans les différents textes arthuriens – ce qui a fini par faire d'elles un support de légitimation dans le discours politique mais aussi des supports pour la survivance des légendes véhiculées à travers elles au long des siècles.

Audrey NORCIA
Chercheuse associée
Université de Paris1 – Panthéon-Sorbonne / HiCSA-CPC

*La ruine, un dispositif plastique pour penser l'Histoire.
L'exemple d'Anne et Patrick Poirier et de Jochen Gerz*

Anne et Patrick Poirier comme Jochen Gerz sont nés pendant la Seconde Guerre mondiale. « Cette Europe en ruines, vraiment en ruines », selon l'expression d'Alain Robbe-Grillet, dans laquelle ces artistes plasticiens ont grandi, a imprimé leurs œuvres en des modalités différentes : miniatures ou monumentales, elles ont néanmoins pour similitude d'inviter à une réflexion philosophique et poétique sur l'Histoire.

Jochen Gerz s'est fait connaître par deux « monuments » réalisés en 1986 et en 1991 : le premier, Monument contre le fascisme, avec l'aide de son épouse Esther Shalev-Gerz ; le second, Monument contre le racisme, avec la collaboration des étudiants de l'école des Beaux-Arts de Sarrebruck. Le Monument contre le fascisme, commandé par la municipalité de Harburg, consistait en une colonne de 12 mètres de haut pour 7 tonnes, recouverte de plomb, et qui était destinée à recevoir les signatures des passants qui, à l'aide de stylets mis à disposition, souhaitaient témoigner des abominations commises au nom de l'idéologie nazie durant la guerre. Ce dispositif se décrit à l'imparfait car aussitôt qu'une large surface de plomb était entièrement inscrite, la colonne s'abaissait dans le sol pour en laisser apparaître une autre disponible, jusqu'à enfouissement complet. On comprend ainsi que l'action des passants à ce gigantesque manifeste a participé à la disparition progressive puis totale de ce singulier monument, précipitant par là sa ruine et l'enfouissement des témoignages qu'il portait. Le Monument contre le racisme, quant à lui, fait face au Parlement de la Sarre (ancienne résidence de la Gestapo) : 2146 pavés ont été déterrés clandestinement pour endosser au verso l'inscription des noms des cimetières juifs que comptait l'Allemagne au début du III^e Reich ; ces pavés ont ensuite été remis en place, de sorte que ces noms nous demeurent cachés. Le monument est donc invisible – enfoui une fois encore – condamnant les passants à fouler ces mémoires. Avec ces œuvres, non seulement Jochen Gerz bouscule les qualités du monumental pour mieux interroger la mémoire et sa transmission, pour mettre en relief l'irreprésentable, mais mime dans le même temps le refoulement des ruines psychiques de l'Allemagne.

Depuis leur séjour à la Villa Médicis en 1967, les Poirier ne cessent d'ériger des maquettes de ruines tantôt antiques tantôt futuristes qui, toutes, en réalité, renvoient à des problématiques contemporaines (guerres, catastrophes nucléaires et écologiques) ou les annoncent (attentats du 11 septembre). Leurs travaux visent à mettre en relief la fragilité des civilisations et de la nature. D'Ostia antica (1972) à Amnesia (2009), en passant par Exotica (1999-2000), le couple dresse le constat de la violence et des vestiges sur lesquelles se conjugue l'Histoire à tous les temps. La mémoire du passé mais aussi du futur, tantôt malmenée, tantôt refoulée, s'exemplifie également en de délicats moulages comme le Cerveau de l'archéologue (2009) ou en d'impressionnantes installations qui racontent l'hémorragie humaine provoquée par la Seconde guerre (Ex-voto, 1994). Les changements d'échelle comme les accumulations imposantes de débris de guerre ou de fragments antiques, sont autant de variations, sombres et parfois optimistes, pour penser les cycles de l'Histoire, pour éprouver l'existence.

Les Poirier exhibent et anticipent les ruines, quand Jochen Gerz met symboliquement en ruine la mémoire jusqu'à la faire disparaître : dans les deux cas, leurs œuvres questionnent la fonction mémorielle de cet objet. Les contradictions de sens qu'ils lui font subir proposent des relectures de l'Histoire et de nos valeurs morales, incitant le regardeur à interioriser l'échelle du temps et la mémoire humaine.

Sabine FORERO MENDOZA
Professeur d'esthétique et histoire de l'art
Université de Pau et des pays de l'Adour

Ruiner les ruines. Réflexions sur le terrorisme culturel

Le 4 octobre dernier, a été annoncée la destruction par l'organisation de l'État islamique de l'arc de triomphe de Palmyre. Cette destruction programmée, qui faisait suite à celles du grand temple de Bêl et du petit temple de Baalshamin, mais aussi à celles effectuées sur les sites irakiens de Nimroud, Ninive et Hatia, renvoie directement au dynamitage des Bouddhas de Bâmiyân en février 2001, sur ordre de Mullah Omar. Il faut revenir sur la signification de ce premier événement, en un sens inaugural, et pour cela examiner les motifs religieux et politiques dont il se réclame, mais aussi les raisons tacites qui le motivent. Quoiqu'il évoque bien d'autres ruines et mises à sac – légendaires autant qu'historiques – de cités et de hauts lieux, et qu'il fasse écho à nombre d'épisodes iconoclastes rythmant l'histoire des hommes, il est certain qu'il ressortit à de nouvelles manifestations de vandalisme et d'iconoclasme, propres au XXI^e siècle. Car il ne s'agit pas de s'attaquer à des formes actuelles et vivantes de dévotion locale ni davantage de détruire les symboles d'une oppression ou d'une opposition récentes, mais d'actes de « terrorisme culturel » pour reprendre l'expression de Pierre Centlivres (*Les Bouddhas d'Afghanistan*, Favre, 2001), qui s'exercent sur des œuvres classées au patrimoine mondial de l'humanité et sont conçus pour être relayés et diffusés par les médias. Dans cette communication, nous voudrions nous interroger sur le sens d'attaques visant des « icônes culturelles », à l'époque de la technologie numérique et de l'iconosphère (cf. Finbarr Barry Flood, « Between Cult and Culture : Bamiyan, Islamic Iconoclasm, and the Museum », *Art Bulletin*, dec. 2002, vol. LXXXIV, number 4). Les pouvoirs de l'image, religieuse autant que médiatique, semblent devoir être interrogés à nouveaux frais. Il convient aussi de se demander ce que peut avoir d'inquiétant ou d'inacceptable la notion de patrimoine culturel ou en quoi la destruction d'œuvres d'art est une manière de frapper directement et efficacement l'Occident. Autrement dit, quelle peut être aujourd'hui la puissance symbolique et politique de ruines de ruines ?

BOUSSION Samuel, historien, maître de conférences en sciences de l'éducation, Université de Paris 8

GARDET Mathias, historien, professeur en sciences de l'éducation, Université de Paris 8,

RUCHAT Martine, historienne, professeure en sciences de l'éducation, Université de Genève

« *Des millions d'enfants se sont éveillés à la vie dans un monde de ruines et de mort* »
Les communautés d'enfants : usage politique d'une utopie pédagogique

Dès 1944, porté par nombre d'ONG et d'organismes internationaux, à commencer par l'UNESCO, un projet pédagogique va porter les espoirs de la reconstruction de l'éducation. La communauté d'enfants se présente comme une solution de prise en charge des enfants réfugiés européens, meurtris par la guerre. Notre communication s'inscrit dans le cadre d'une étude plus vaste sur l'histoire de l'internationale des communautés d'enfants. Nous aborderons ici l'usage iconographique et cinématographique de l'enfant parmi les ruines au service de projets politiques multiples. Nous présenterons un certain nombre de photographies et d'extraits de films commentés.

Dans un premier temps, *Seeds of destiny* produit par le *War Department* américain (département de la guerre) diffusé en 1946 est un bel exemple d'utilisation de l'image des enfants sur fond de ruines à des fins de propagande antifasciste et anti totalitariste visant la désintoxication idéologique, au profit d'une vision libératrice incarnée par l'Amérique. Sur une musique et une voix off dramatisantes, l'enfant atteint se relève pour devenir le bâtisseur du futur. Ce film sera mis en regard avec un film de fiction de la même époque *The Search* (*Les anges marqués*) de Fred Zinnemann sorti en 1948.

Dans un deuxième temps, nous nous centrerons sur l'Italie comme exemple d'opérations humanitaires en concurrence. Le ravitaillement distribué aux enfants vivant dans les ruines apparaît comme un enjeu géostratégique majeur pour tous les organismes d'entr'aide présents sur le terrain. Si la cause semble commune, elle n'est pas toujours synonyme de coopération ; chacun défend des intérêts politiques qui lui sont propres dans une surenchère d'images apocalyptiques qui font figures de révélation et viennent justifier la nécessité de son intervention.

Dans un troisième temps, *Everybody's Child*, réalisé par Othmar Gurtner, tourné en 1950 par la *Swiss cultural Films* de Zurich et financé par l'Unesco, est un film de propagande illustrant le travail de cette dernière qui n'est pas sans rappeler les photographies de David Seymour. Outre des informations chiffrées, c'est d'abord l'entreprise de relèvement qui est montrée au travers d'une fiction : celle d'un gamin errant parmi les ruines et bientôt métamorphosé par son intégration au sein d'une république internationale d'enfants.

Par ces trois exemples, nous analyserons les images paradoxales entre le décor des ruines, métaphore de la destruction et d'un monde fini, et les mises en scène allégoriques des enfants dans cet univers apocalyptique symbolisant un avenir pacifié (utopique) et la politique de reconstruction. Nous mettrons en évidence par ailleurs comment le projet des communautés d'enfants soutenu par l'Unesco se développe et se nourrit par contraste de l'image récurrente de ces ruines. Nous pouvons même faire l'hypothèse que ce modèle pédagogique des communautés d'enfants s'affaiblit au fur et à mesure que s'estompe cette imagerie de la destruction.

